

Nos amis libéraux et néo-démocrates ont manifestement peur du changement. Les programmes de création d'emplois du passé n'ont pas marché. Le gouvernement a hérité d'un taux de chômage inacceptable, et nos collègues de l'opposition se contentent de l'encourager simplement à engloutir encore plus d'argent dans ce problème.

Notre parti reconnaît qu'il n'est pas possible de créer sérieusement des emplois sans la coopération entière du secteur des entreprises, petites et grandes. Le budget présenté la semaine dernière par mon collègue le ministre des Finances (M. Wilson) va permettre de créer des emplois, parce qu'il donne aux Canadiens la liberté de réaliser leur plein potentiel économique.

* * *

[Français]

LE BUDGET

LES FÉLICITATIONS OFFERTES AU MINISTRE DES FINANCES

M. Richard Grisé (Chambly): Monsieur le Président, le jeudi 23 mai dernier, mon honorable collègue, le ministre des Finances (M. Wilson), présentait devant cette Chambre le premier budget de notre gouvernement, un budget qui reconnaît l'intelligence des Canadiens et des Canadiennes en leur donnant les outils nécessaires à la création d'emplois dont le Canada a besoin. A l'instar de plusieurs de mes collègues, je me suis présenté sans hésitation devant la population de ma circonscription de Chambly pour recueillir la réaction sur le budget. J'ai reçu de plusieurs personnes, qu'elles soient propriétaires d'entreprises, travailleuses ou autres, des messages d'encouragement face aux mesures mises de l'avant pour réduire le déficit et pour créer le climat de confiance qui favorisera les investissements au Canada et ainsi remettre au travail 1,400,000 personnes qui maintenant peuvent entrevoir l'avenir avec optimisme. Oui, monsieur le Président, je me fais le porte-parole de mes concitoyens et concitoyennes de la circonscription de Chambly pour transmettre à l'honorable ministre des Finances nos plus sincères félicitations pour ce pas dans la bonne direction, celle de la vitalité économique du Canada.

* * *

[Traduction]

L'ÉNERGIE

L'ANNONCE DE LA FERMETURE DES USINES D'EAU LOURDE DU CAP-BRETON

M. David Dingwall (Cape Breton-Richmond-Est): Monsieur le Président, le ministre des Finances (M. Wilson) a annoncé jeudi dernier dans son budget que les usines d'eau lourde de Glace Bay et de Port Hawkesbury allaient être fermées. Cela témoignait d'une certaine dureté et d'une certaine indifférence à l'endroit des habitants du Cap-Breton. La ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M^{lle} Carney) avait promis à plus d'une reprise que toute décision concernant la fermeture des deux usines serait reportée jusqu'à ce qu'on ait trouvé des emplois de remplacement pour tous les travailleurs. Le gouvernement vient de manquer à sa promesse.

Article 21 du Règlement

Je rappelle, monsieur le Président, que la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a fait le 23 novembre 1984 la déclaration suivante aux travailleurs, comme le rapportait le *Chronicle-Herald*:

Je puis vous assurer que l'on ne prendra absolument aucune décision sur ce point tant que l'on n'aura pas mis sur pied un plan de développement destiné à compenser toute perte d'emplois qu'entraînerait une décision concernant les usines d'eau lourde.

En février 1985, elle déclarait encore ceci:

... on ne mettra en œuvre aucun plan en vue de fermer les deux usines avant que l'on ne puisse trouver des emplois de remplacement pour les travailleurs déplacés.

Le gouvernement a violé d'autres promesses également. Il avait promis de consulter les gouvernements provinciaux, le patronat, les syndicats—tous les secteurs de la société canadienne. Malgré ces nobles intentions, le gouvernement n'a jamais cherché à consulter les travailleurs de Glace Bay et de Port Hawkesbury. Voilà qui est stupéfiant quand on songe que ce sont les travailleurs eux-mêmes qui sont les plus directement touchés par la fermeture des usines.

J'exhorte le gouvernement actuel à prendre des mesures positives au nom des Canadiens, par opposition aux généreuses promesses et aux nobles intentions qui restent encore à réaliser ou à mettre en application.

* * *

LES PENSIONS

LA RÉFORME DU RÉGIME DE PENSIONS

M. John A. MacDougall (Timiskaming): Jeudi dernier, monsieur le Président, les Canadiens ont été témoins d'initiatives essentielles dans le domaine de la santé, mais la plus importante avait trait à la réforme des pensions.

Après dix ans d'obstructions et de tergiversations, c'est un gouvernement conservateur dynamique et audacieux qui a réussi en neuf mois à mettre sur pied la réforme des pensions dont notre grand pays a tellement besoin.

Ces changements vont permettre à plus de travailleurs de cotiser à des régimes de pension et de participer à la gestion de caisses de retraite. Ils vont aussi protéger les travailleurs qui changent d'emploi contre la perte de prestations de retraite. Après des années de participation, les travailleurs auront enfin droit aux prestations de retraite qu'ils méritent.

Mieux encore, les femmes et les hommes qui prennent leur retraite dans des circonstances similaires toucheront les mêmes prestations et le conjoint survivant d'un pensionné aura droit aux prestations. Aux termes de ces réformes radicales, en cas de rupture du mariage les époux se partageront les prestations de pension. En présentant ces mesures qui assureront l'égalité qui s'impose entre les hommes et les femmes, le gouvernement conservateur prouve qu'il a la conviction que les Canadiennes ont droit à leur juste part.

* * *

LA PETITE ENTREPRISE

LA LETTRE D'UN PETIT COMMERÇANT SUR LE BUDGET

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, aujourd'hui même j'ai reçu une lettre dont voici la teneur: